

tie à former pour lui, au temps de sa sortie, un fonds de réserve; le tout ainsi qu'il sera ordonné par des réglemens d'administration publique (35).

## ART. 42.

Les tribunaux jugeant correctionnellement pourront, dans certains cas, interdire, en tout ou en partie, l'exercice des droits civiques, civils et de famille suivans:

- 1° De vote et d'élection;
- 2° D'éligibilité;
- 3° D'être appelé ou nommé aux fonctions de juré ou autres fonctions publiques, ou aux emplois de l'administration, ou d'exercer ces fonctions ou emplois;
- 4° Du port d'armes;
- 5° De vote et de suffrage dans les délibérations de famille;
- 6° D'être tuteur, curateur, si ce n'est de ses enfans et sur l'avis seulement de la famille;
- 7° D'être expert ou employé comme témoin dans les actes;
- 8° De témoignage en justice, autrement que pour y faire de simples déclarations.—P. 34.

## ART. 43.

Les tribunaux ne prononceront l'interdiction mentionnée dans l'article précédent, que lorsqu'elle aura été autorisée ou ordonnée par une disposition particulière de la loi.—P. 4.

## CHAPITRE III.

DES PEINES ET DES AUTRES CONDAMNATIONS QUI PEUVENT ÊTRE PRONONCÉES POUR CRIMES OU DÉLITS.

## ART. 44.

L'effet du renvoi sous la surveillance de la haute police sera de donner au gouvernement le droit de déterminer certains lieux dans lesquels il sera interdit au condamné de paraître après qu'il aura subi sa peine. En outre, le condamné devra déclarer, avant sa mise en liberté, le lieu où il veut fixer sa résidence: il recevra une feuille de route réglant l'itinéraire dont il ne pourra s'écarter, et la durée de son séjour dans chaque lieu de passage. Il sera tenu de se présenter, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, devant le maire de la commune; il ne pourra changer de résidence sans avoir indiqué, trois jours à l'avance, à ce fonctionnaire, le lieu où il se propose d'aller habiter, et sans avoir reçu de lui une nouvelle feuille de route (36).—P. 11, 45, 47 s., 58.

un fondo de reserva al tiempo de su salida: todo esto, segun esté ordenado por los reglamentos de administracion pública (35).

## ART. 42.

Al juzgar los tribunales correccionalmente, podrán en ciertos casos prohibir, en todo ó en parte el ejercicio de los derechos cívicos, civiles y de familia que siguen:

- 1° De voto y de eleccion;
- 2° De ser elegido;
- 3° De ser llamado ó nombrado para las funciones de jurado ú otras funciones públicas, para los empleos de la administracion, ó para ejercer estas funciones ó empleos;
- 4° De la portacion de armas;
- 5° De voto y de sufragio en las deliberaciones de familia;
- 6° De ser tutor y curador, si no es de sus hijos, y solo con consentimiento de la familia;
- 7° De ser perito ó empleado como testigo en los autos;
- 8° De testimonio en justicia, á no ser para dar simples declaraciones.—P. 34.

## ART. 43.

No pronunciarán los tribunales la suspension mencionada en el artículo anterior, sino cuando haya sido autorizada ó mandada, por una disposicion especial de la ley.—P. 4.

## CAPITULO III.

DE LAS PENAS Y DE LAS DEMAS CONDENAS QUE PUEDEN PRONUNCIARSE POR CRIMENES Ó DELITOS.

## ART. 44.

El efecto de la consignacion bajo la vigilancia de la alta policia, será el de dar al gobierno el derecho de designar ciertos lugares, en los cuales se prohiba al sentenciado el presentarse, despues de haber sufrido su pena. Además, el sentenciado deberá declarar antes de salir en libertad, el lugar en que quiera fijar su residencia: recibirá un pliego de ruta que determine el itinerario de que no podrá apartarse, y el tiempo que deba permanecer en cada lugar de su tránsito. Tendrá obligacion de presentarse dentro de las veinte y cuatro horas de su llegada, á la primera autoridad civil de la municipalidad: no podrá variar de residencia, sin haber indicado tres dias antes á este funcionario, el lugar donde se propone ir á habitar, y sin haber recibido de él un nuevo pliego de ruta (36).—P. 11, 45, 47 y s., 58.

## ART. 45.

En cas de désobéissance aux dispositions prescrites par l'article précédent, l'individu mis sous la surveillance de la haute police sera condamné, par les tribunaux correctionnels, á un emprisonnement qui ne pourra excéder cinq ans (37).—P. 40 s.

## ART. 46.

Abrogé, L. 28 avril 1832, art. 12 (38)

## ART. 47.

Les coupables condamnés aux travaux forcés á temps, á la détention et á la réclusion, seront, de plein droit, après qu'ils auront subi leur peine, et pendant toute la vie, sous la surveillance de la haute police (39).—P. 7, 44 s.

## ART. 48.

Les coupables condamnés au bannissement seront, de plein droit, sous la même surveillance pendant un temps égal á la durée de la peine qu'ils auront subie.—P. 8 1°, 32, 44 s.

## ART. 49.

Devront être renvoyés sous la même surveillance ceux qui auront été condamnés pour crimes ou délits qui intéressent la sûreté intérieure ou extérieure de l'État.—P. 11, 75 s.

## ART. 50.

Hors les cas déterminés par les articles précédens, les condamnés ne seront placés sous la surveillance de la haute police de l'État que dans le cas où une disposition particulière de la loi l'aura permis.—P. 4, 47 s.

## ART. 51.

Quand il y aura lieu á restitution, le coupable pourra être condamné, en outre, envers la partie lésée, si elle le requiert, á des indemnités dont la détermination est laissée á la justice de la cour ou du tribunal, lorsque la loi ne les aura pas réglées, sans que la cour ou le tribunal puisse, du consentement même de la dite partie, en prononcer l'application á une œuvre quelconque (40).—P. 52, 54 s.—C. 1149, 1382 s.—I. Cr. 1 s., 66, 358 s., 366.

## ART. 52.

L'exécution des condamnations á l'amende, aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais, pourra être poursuivie par la voie de la contrainte par corps (41).—P. 467, 469.—T. Cr. 1<sup>er</sup>, art. 71 5°.—T. Cr. 2<sup>e</sup>, art. 6.—Supp. *Contrainte par corps*, L. 17 avril 1832, art. 33 s.

## ART. 45.

En caso de desobediencia á las disposiciones prescritas por el artículo precedente, el individuo puesto bajo la vigilancia de la alta policia, será condenado por los tribunales correccionales á una prision que no podrá exceder de cinco años (37).—P. 40 y s.

## ART. 46.

Derogado por la ley de 28 de Abril de 1832, art. 12 (38).

## ART. 47.

Los culpables sentenciados á trabajos forzados por tiempo, á detencion y á reclusion, estarán de derecho pleno, despues que hayan sufrido su pena y por toda su vida, bajo la vigilancia de la alta policia (39).—P. 7 44 y s.

## ART. 48.

Los culpables condenados á destierro, estarán de derecho pleno, bajo la misma vigilancia, durante un tiempo igual á la duracion de la pena que hayan sufrido.—P. 8 1°, 32, 44 y s.

## ART. 49.

Deberán ser mandados poner bajo la misma vigilancia los que hayan sido sentenciados, por crímenes ó delitos, que interesen á la seguridad exterior ó interior del Estado.—P. 11, 75 y s.

## ART. 50.

Fuera de los casos determinados por los artículos anteriores, no se pondrá á los condenados, bajo la vigilancia de la alta policia del Estado, sino en el caso en que una disposicion particular de la ley lo haya permitido.—P. 4, 47 y s.

## ART. 51.

Cuando haya lugar á restitution, el culpable podrá ser condenado además, hácia la parte perjudicada, si lo pidiere, á indemnizaciones, cuya determinacion se deja á la justicia de la corte, ó del tribunal, cuando la ley no las haya arreglado; sin que la corte ó el tribunal pueda, aun con consentimiento de dicha parte, pronunciar su aplicacion á una obra cualquiera (40).—P. 52, 54 y s.—C. 1149, 1382 y s.—I. Cr. 1 y s., 66, 358 y s., 366.

## ART. 52.

La ejecucion de las condenas á multa, restitution, daños, perjuicios y costas, podrá seguirse por la vía del apremio corporal (41).—P. 467, 469.—T. Cr. 1<sup>o</sup> art. 71 5°.—T. Cr. 2<sup>o</sup>, art. 6.—Supp. *Apremio corporal*. Ley de 17 de Abril de 1832, art. 33 y s.



## ART. 53.

Lorsque des amendes et des frais seront prononcés au profit de l'État, si, après l'expiration de la peine afflictive ou infamante, l'emprisonnement du condamné, pour l'acquit de ces condamnations pécuniaires, a duré une année complète, il pourra, sur la preuve acquise par les voies de droit, de son absolue insolvabilité, obtenir sa liberté provisoire.

La durée de l'emprisonnement sera réduite à six mois s'il s'agit d'un délit, sauf dans tous les cas, à reprendre la contrainte par corps, s'il survient au condamné quelque moyen de solvabilité (42).—*Modifié. Supp. Contrainte par corps, L. 17 avril 1832, art. 33-41.*

## ART. 54.

En cas de concurrence de l'amende (43) avec les restitutions et les dommages-intérêts, sur les biens insuffisants du condamné, ces dernières condamnations obtiendront la préférence.—P. 468.—I. Cr. 121.

## ART. 55.

Tous les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit seront tenus solidairement des amendes, des restitutions, des dommages-intérêts et des frais (44).—C. 1200 s.

## CHAPITRE IV.

## DES PEINES DE LA RÉCIDIVE POUR CRIMES ET DÉLITS.

## ART. 56.

Quiconque, ayant été condamné à une peine afflictive ou infamante, aura commis un second crime emportant, comme peine principale, la dégradation civique, sera condamné à la peine du bannissement.—P. 7, 8, 34.

Si le second crime emporte la peine du bannissement, il sera condamné à la peine de la détention.—P. 7 5°, 8 1°, 20.

Si le second crime emporte la peine de la réclusion, il sera condamné à la peine de travaux forcés à temps.—P. 7 4° 6°, 19.

Si le second crime emporte la peine de la détention, il sera condamné au *maximum* de la même peine, laquelle pourra être élevée jusqu'au double.—P. 7 5°, 20.

Si le second crime emporte la peine de travaux forcés à temps, il sera condamné au *maximum* de la même peine, laquelle pourra être élevée jusqu'au double.—P. 7 4°, 19.

Si le second crime emporte la peine de la dé-

## ART. 53.

Cuando se pronunciaren multas y costas en provecho del Estado, si despues del fenecimiento de la pena afflictiva ó infamante, la prision del sentenciado para el pago de estas condenas pecuniarias ha durado un año completo, podrá, en virtud de la prueba adquirida por las vías del derecho, de su insolvencia absoluta, obtener su libertad provisionalmente.

La duracion de la prision se reducirá á seis meses, si se trata de un delito; salvo en todo caso, el volver á tomar la vía del apremio corporal; si sobreviniere al sentenciado algun medio de solvencia (42).—*Modificado. Sup. Apremio corporal. Ley de 17 de Abril de 1832 art. 33-41.*

## ART. 54.

En caso de que se reunan la multa (43) con las restituciones y los daños y perjuicios, contra los bienes insuficientes del sentenciado, estas últimas condenas obtendrán la preferencia.—P. 468.—I. Cr. 121.

## ART. 55.

Todos los individuos condenados por un mismo crimen ó delito, serán responsables insólidum, de las multas, restituciones, daños, perjuicios y costas (44).—C. 1200 y s.

## CAPITULO IV.

## DE LAS PENAS POR REINCIDENCIA, EN LOS CRIMENES Y DELITOS.

## ART. 56.

Cualquiera que habiendo sido condenado á una pena afflictiva ó infamante, haya cometido un segundo crimen que merezca como pena principal la degradacion cívica, será condenado á la pena de destierro.—P. 7, 8, 34.

Si el segundo crimen merece la pena de destierro, será condenado á la de detencion.—P. 7 5°, 8 1°, 20.

Si el segundo crimen merece la pena de reclusion, será condenado á la de trabajos forzados por tiempo.—P. 7 4° 6°, 19.

Si el segundo crimen merece la pena de detencion, será condenado al *maximum* de la misma pena, la que podrá aumentarse hasta el doble.—P. 7 5°, 20.

Si el segundo crimen merece la pena de trabajos forzados por tiempo, será condenado al *maximum* de la misma pena, la que podrá aumentarse hasta el doble.—P. 7 4°, 19.

Si el segundo crimen merece la pena de depor-

portation, il sera condamné aux travaux forcés à perpétuité.—P. 7 2° 3°, 18.

Quiconque, ayant été condamné aux travaux forcés à perpétuité, aura commis un second crime emportant la même peine, sera condamné à la peine de mort.—P. 7 1° 2°, 12, 36.—C. 23.

Toutefois l'individu condamné par un tribunal militaire ou maritime, ne sera, en cas de crime ou délit postérieur, passible des peines de la récidive qu'autant que la première condamnation aurait été prononcée pour des crimes ou délits punissables d'après les lois pénales ordinaires (45).—P. 5.

## ART. 57.

Quiconque, ayant été condamné pour un crime, aura commis un délit de nature à être puni correctionnellement, sera condamné au *maximum* de la peine portée par la loi, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double.—P. 9 s.—I. Cr. 179.

## ART. 58.

Les coupables condamnés correctionnellement à un emprisonnement de plus d'une année seront aussi en cas de nouveau délit, condamnés au *maximum* de la peine portée par la loi, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double: ils seront de plus mis sous la surveillance spéciale du gouvernement pendant au moins cinq années, et dix ans au plus.—P. 9 s., 44, 45, 200.

tacion, será condenado á trabajos forzados perpetuos.—P. 7 2° 3°, 18.

Cualquiera que habiendo sido sentenciado á trabajos forzados perpetuos, haya cometido un segundo crimen, que merezca la misma pena, será condenado á la de muerte.—P. 7 1° 2°, 12, 36.—C. 23.

Sin embargo, la persona condenada por un tribunal militar ó marítimo, en caso de crimen ó delito posterior, no será pasible de las penas de la reincidencia, sino en tanto que la primera condena haya sido pronunciada por crímenes ó delitos, punibles conforme á las leyes penales ordinarias (45).—P. 5.

## ART. 57.

Cualquiera que habiendo sido condenado por un crimen, haya cometido un delito de tal naturaleza que merezca ser castigado correccionalmente, será condenado al *maximum* de la pena señalada por la ley, y ésta podrá aumentarse hasta el doble.—P. 9 y s.—I. Cr. 179.

## ART. 58.

Los culpables condenados correccionalmente á prision por mas de un año, serán tambien condenados en el caso de nuevo delito, al *maximum* de la pena señalada por la ley, y esta pena podrá aumentarse hasta el doble: serán ademas puestos bajo la vigilancia especial del gobierno, durante cinco años por lo menos, y de diez á lo mas.—P. 9 y s., 44, 45, 200.

## LIBRO SEGUNDO.

## De las personas punibles, excusables ó responsables, por crímenes ó delitos.

(Ley decretada en 13 de Febrero de 1810, promulgada el 23 del mismo.)

## CHAPITRE UNIQUE.

## CAPITULO UNICO.

## ART. 59.

Les complices d'un crime ou d'un délit seront punis de la même peine que les auteurs mêmes de ce crime ou de ce délit, sauf les cas où la loi en aurait disposé autrement (46).—P. 60 s., 203, 206, 242, 338, 341, 441.

## ART. 60.

Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit, ceux qui, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir,

## ART. 59.

Los cómplices de un crimen ó de un delito, serán castigados con la misma pena que los mismos autores de ese crimen ó de ese delito, salvo los casos en que la ley haya dispuesto otra cosa (46).—P. 60 y s., 203, 206, 242, 338, 341, 441.

## ART. 60.

Serán castigados como cómplices de una accion calificada de crimen ó delito, los que á virtud de regalos, ofertas, amenazas, abuso de auto-